

JOURNÉE EUROPÉENNE DES AVOCATS

25 octobre 2022



THÈME DE LA JOURNÉE EUROPÉENNE DES AVOCATS 2022 : Faire prévaloir le droit en temps de guerre : le rôle des avocats

À la suite de la récente invasion de l'Ukraine par la Russie et à son effet considérable sur les populations concernées, mais aussi plus largement en Europe et à travers le monde, il semble pertinent de souligner le rôle important que peuvent jouer les avocats et les barreaux dans un tel contexte de guerre.

C'est l'occasion de mettre en lumière les différentes initiatives prises par les barreaux, mais également par les avocats et les cabinets d'avocats, en réaction aux crises humanitaires résultant des conflits.

Plusieurs aspects peuvent être soulignés, tels que les suivants :

Il est important de reconnaître comment les avocats protègent les droits humains individuels et comment ils représentent les victimes de guerre dans les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Les avocats jouent un rôle important dans le contexte de la guerre en aidant les personnes qui fuient les conflits et cherchent un refuge

sûr. En étant présents aux frontières ou en ouvrant des points de contact offrant une assistance juridique aux réfugiés, les avocats contribuent à défendre le droit d'asile garanti par des instruments tels que la Charte des droits fondamentaux de l'UE (article 18) ou la Convention de Genève de 1951. En outre, les avocats examinent les mesures prises par les autorités dans le cadre de ces événements (telles que la mise en œuvre de la directive sur la protection temporaire) afin de vérifier leur conformité aux droits fondamentaux.

Le droit de la famille revêt une importance majeure dans les situations de guerre étant donné que des familles sont déchirées et des adultes et mineurs vulnérables sont exposés à un risque accru de préjudices, d'abus et de traite. Bien qu'il existe un niveau d'obligation plus élevé concernant la protection juridique de ces groupes vulnérables dans divers instruments internationaux et européens, dans la pratique, ces risques sont toujours très importants et réels. Des risques majeurs existent en particulier en ce qui concerne les

enfants, qui sont souvent contraints de fuir sans être accompagnés ou qui, pour une raison ou une autre, se retrouvent sans parents. Les avocats jouent à cet égard un rôle central en veillant à ce que ces enfants soient protégés et se retrouvent dès que possible dans un environnement sûr et fiable, que leurs droits soient respectés et qu'ils reçoivent les soins nécessaires.

En outre, dans le contexte de la guerre, lorsque des sanctions sont adoptées contre des entités, des individus ou des États, les avocats adaptent rapidement leur pratique et doivent être particulièrement attentifs à se conformer aux sanctions. Les avocats doivent examiner l'applicabilité éventuelle des sanctions aux services juridiques qu'ils fournissent. Les barreaux pourraient par ailleurs adopter une approche proactive, par exemple en publiant des conseils aux avocats de leur pays sur la manière de garantir le respect des sanctions ou des restrictions imposées.

À la suite du webinaire sur l'Ukraine et les sanctions de l'UE organisé par la Fondation des avocats européens et le CCBE en juin 2022, une [brochure](#) a été publiée pour aider les avocats européens à s'y retrouver dans les paquets de sanctions contre la Russie.

Les avocats jouent également un rôle indispensable en conseillant leurs clients et les entreprises sur la manière de se conformer aux mesures et sanctions imposées par les gouvernements dans le contexte de la guerre. Nombre de ces clients et entreprises ont du mal à comprendre les effets pratiques de ces sanctions souvent très larges et des nouvelles restrictions constantes, et les avocats sont indispensables pour aider rapidement à en clarifier le sens, les effets complexes et variés sur le travail du client ou de l'entreprise, ainsi que la manière exacte d'assurer la conformité.

Un autre aspect qui peut être mis en avant est la nécessité de protéger la liberté d'expression des avocats, conformément à l'article 23 des Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau. Dans un tel contexte, les avocats peuvent en effet faire l'objet de représailles, comme ce fut le cas pour plusieurs avocats biélorusses qui ont récemment été radiés du barreau après avoir condamné l'invasion de l'Ukraine.

